

grand entretien

Pour contrer la désindustrialisation, il faut repenser l'industrie comme la production d'un service

Grand entretien avec Olivier Crevoisier et Gabriel Colletis.

Propos recueillis par Stephen Bouquin

Comment appréhendez-vous la question de la désindustrialisation ?

Olivier Crévoisier (OC) – Pour moi, la désindustrialisation ne se définit pas uniquement par une baisse de l'emploi industriel. C'est surtout une perte de complexité du tissu économique d'un territoire. Elle est préoccupante dans la mesure où les capacités d'innovation s'amoindrissent. En ce qui concerne l'économie suisse, on ne note pas de désindustrialisation, malgré le niveau très élevé des salaires. Une étude récente d'*Avenir Suisse* – un think tank libéral – sur cette question montre que les effectifs industriels se sont accrus depuis une vingtaine d'années, ainsi que la valeur ajoutée et la productivité, tout cela sans réduire l'emploi. C'est une situation très différente de celle que connaît la France, qui a connu, comme la Grande Bretagne et les Etats-Unis, une diminution de l'emploi industriel et de sa part dans l'économie en général. La Suisse, comme l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie connaissent à la fois une augmentation de la productivité et un développement des affaires, grâce à de nouveaux produits et de nouvelles techniques. La destruction créatrice y est très rapide mais il y a un maintien, voire un développement de l'industrie. Je souligne que ce processus fonctionne sur une période relativement longue.

Gabriel Colletis (GC) – L'ampleur du phénomène de désindustrialisation en France est incontestable. Elle est telle qu'elle ne peut être expliquée par les gains de productivité plus forts dans l'industrie que dans le reste de l'économie. Ces gains sont du reste très modérés depuis une bonne vingtaine

Olivier Crévoisier est professeur ordinaire en sciences économiques à l'université de Neuchâtel

olivier.crevoisier@unine.ch

Gabriel Colletis est professeur des universités en sciences économiques à l'université de Toulouse I - Capitole

gabriel.colletis@ut-capitole.fr

d'années. L'externalisation de certaines fonctions et donc de certains emplois vers les services (les emplois de maintenance, par exemple) est un facteur qui explique mieux le recul apparent de l'industrie dans le PIB. Mais le recul réel de l'industrie en France s'explique aussi par des processus plus structurels au premier rang desquels la stratégie d'extraversion des groupes français qui ont choisi de développer leur base productive à l'étranger plutôt que de faire comme les groupes allemands qui ont su rester dans une logique exportatrice.

OC – Certes, mais une précision méthodologique sur le terme de désindustrialisation s'impose. Si on veut mieux comprendre ce phénomène, il faut aussi intégrer les économies nationales et régionales et leurs caractéristiques dans l'analyse. On sait bien que l'industrie n'est pas un système complètement autonome. Elle est encadrée dans l'histoire économique des États, qui peut être plus ou moins fort, centralisé, et qui mènera une politique industrielle ou non. De ce point de vue-là, il est clair que la Suisse et la France sont des pays avec des caractéristiques diamétralement opposées. On a le pays le plus centralisé d'un côté, et celui qui est le plus décentralisé de l'autre, pour aller vite. La France a connu une érosion de son activité industrielle tandis que la Suisse a connu un maintien de cette activité et cela à un niveau élevé. On a deux contextes très différents dont la comparaison est très intéressante ...

GC – Il est certain que le meilleur ancrage territorial des activités industrielles en Suisse explique la résilience plus grande de l'industrie dans ce pays. Les groupes français, peu ancrés dans des écosystèmes territorialisés, se sont comportés comme si l'industrie pouvait fonctionner « offshore ». Ils se sont organisés sur une base mondiale, façonnant des chaînes de valeur globales sans se soucier de leur ancrage dans leur pays d'origine.

Mais il existe aussi une division internationale et spatiale des activités industrielles, non ?

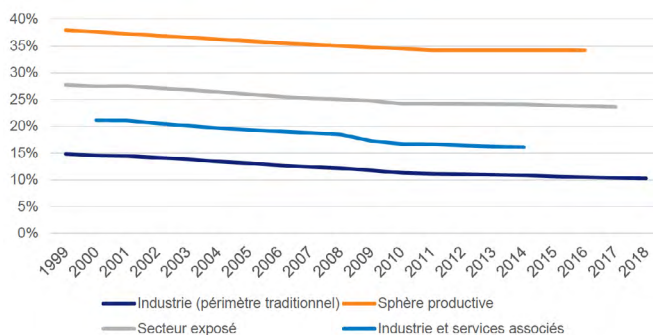
OC – En France, jusque dans les années quatre-vingt, quatre-vingt-dix, comme dans la plupart des grandes économies nationales, l'essentiel des actifs des grands groupes était localisé dans le pays. Il y avait un recouvrement important entre production et consommation nationale. Les grandes entreprises suisses, comme celles d'autres petites économies ouvertes – Pays-Bas, Suède, etc. – se sont internationalisées beaucoup plus tôt. Dans les années 1990, elles avaient déjà plus de 90% de leurs actifs à l'étranger. La Suisse a toujours soutenu le libre-échange. Elle s'inscrit de manière affirmée dans une économie mondiale libéralisée tout en étant – et là j'insiste beaucoup car c'est très important du point de vue de l'emploi – extrêmement cartellisée pour tout ce qui concerne les activités internes (services publics, grande distribution, construction, banques, etc.). Ce fonctionnement dual a permis aux grands groupes la délocalisation des activités à basse valeur ajoutée, tout en préservant des emplois sur le marché intérieur. Toutefois, des secteurs à l'articulation de ces deux logiques, comme le tourisme, sont constamment en difficulté.

Les très grandes entreprises suisses comme Novartis, Nestlé, ABB, Roche ou Holcim-Lafarge sont des géants mondiaux, mais il y a longtemps que leur ancrage n'est plus le marché national, s'il ne l'a jamais été. Ceci change pas mal de choses. Prenons l'exemple de la pharma et de la chimie bâloise. Les cantons de Bâle-ville et de Bâle campagne représentent environ un demi-million d'habitants, alors que Novartis et Roche, pour ne prendre que celles-là, ont plus de 300 000 employés dans le monde. On a donc une forte asymétrie entre ces entreprises très insérées dans la mondialisation et des assises régionales et un rôle de l'état qui sont très différents de ce qu'on peut imaginer du côté de la France.

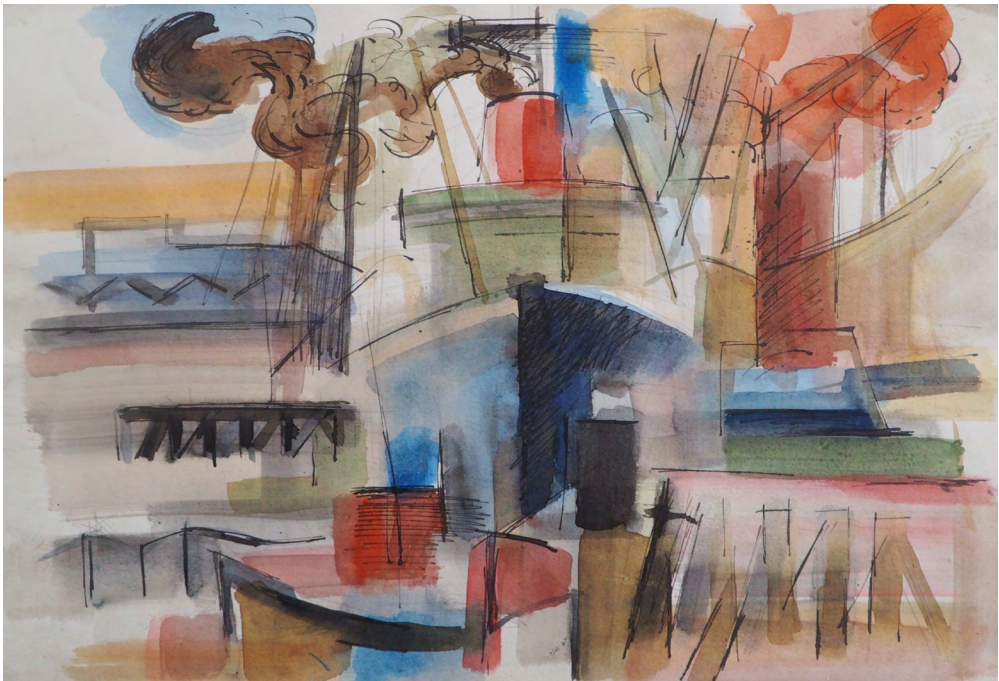
GC – Différemment de ce que pense Olivier, en France, cela fait longtemps que les pouvoirs publics et les grandes entreprises ne raisonnent plus comme si la structure de production devait coïncider avec la structure de consommation. Les grandes entreprises « françaises » ont adopté une stratégie globale et la consommation intérieure est très largement couverte par des importations. Les marques françaises proposent elles-mêmes aux consommateurs nationaux des biens qui sont désormais produits à l'étranger. L'automobile illustre bien ce phénomène, la plupart des modèles vendus en France par les constructeurs français étant désormais produits ailleurs qu'en France.

La rapidité de la désindustrialisation française est l'expression d'un processus qui vient de loin mais qui s'est en quelque sorte emballé. Les grands groupes français ont fini par imposer à leurs fournisseurs des objectifs de délocalisation. L'illusion prévaut encore largement que l'acte de production n'est pas essentiel ; que ce qui compte, c'est la R&D, la conception ou encore le design des produits. Cette représentation est celle d'une France sans usine. Les dégâts sociaux résultant de cette représentation sont considérables, de même que ceux liés à la conception selon laquelle une économie moderne doit être passée du secteur primaire (l'agriculture) au secteur secondaire (l'industrie) avant de passer au secteur tertiaire (les services) et qu'en d'autres termes, elle se sera débarrassée de son agriculture puis de son industrie pour se concentrer sur le secteur des services.

Graphique I - évolution de l'emploi en % de l'emploi total par grand regroupements



Source: France Stratégie, *Les Politiques Industrielles en France. Évolutions et comparaisons internationales*. Rapport pour l'Assemblée Nationale, Novembre 2020, 598 p. (p. 48.)// NB: Le **secteur exposé** englobe les activités de production de biens et services exposés à la concurrence internationale tandis que la **sphère productive** englobe les activités productrices de biens et de services



OC – L'explication par la délocalisation des fournisseurs me semble intéressante, en particulier dans le domaine de la grande distribution. Les groupes français sont bien connus pour imposer des conditions drastiques à leurs fournisseurs, que ce soit dans l'agroalimentaire ou dans les objets de consommation. En Suisse, la distribution est très cartellisée et largement dominée par deux groupes, de grandes coopératives, qui mettent systématiquement – et quelque fois de manière abusive – en avant leur politique sociale et environnementale. Il n'en demeure pas moins que l'on est étonné de trouver dans leurs gondoles une part significative de produits industriels suisses – détergents, objets en plastique ou en verre, boissons, biscuits, conserves, chocolats, etc. Il y a de toute évidence une forme de soutien mutuel entre d'une part le maintien d'un niveau d'emploi élevé et d'autre part un soutien sociétal large à ces entreprises – qui par ailleurs sont parmi les distributeurs les plus profitables au monde.

Concernant la désindustrialisation française et le parallèle avec la Grande Bretagne – mais aussi avec les elles-mêmes États-Unis – je voudrais rapporter une conversation avec un collègue danois, Peter Maskell, il y a une dizaine d'années, à propos du succès des petites économies internationalisées, comme le Danemark ou la Suisse. Pour lui, en substance, on peut distinguer trois types de pays du point de vue des rapports entre État et industrie. Il y a d'abord les pays ayant une histoire impériale – notamment la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis – et qui ont développé des filières leur permettant d'augmenter leur puissance et de se projeter à l'extérieur : le nucléaire, l'aviation, le spatial, les télécoms, les systèmes d'armement, les systèmes de transport automobile... Le cœur industriel de ces pays s'est historiquement constitué autour d'une action étatique forte et du fameux complexe militaro-industriel. Mes collègues français tendent souvent à voir l'industrie comme un moyen de tenir un rang dans l'ordre géopolitique mondial. Dès lors, la politique industrielle est la manifestation de cette réciprocité de perspective entre l'État et l'industrie. Ces pays ont plus ou moins la même trajectoire en termes de désindustrialisation, avec aujourd'hui moins de 10% de taux d'emploi industriel.

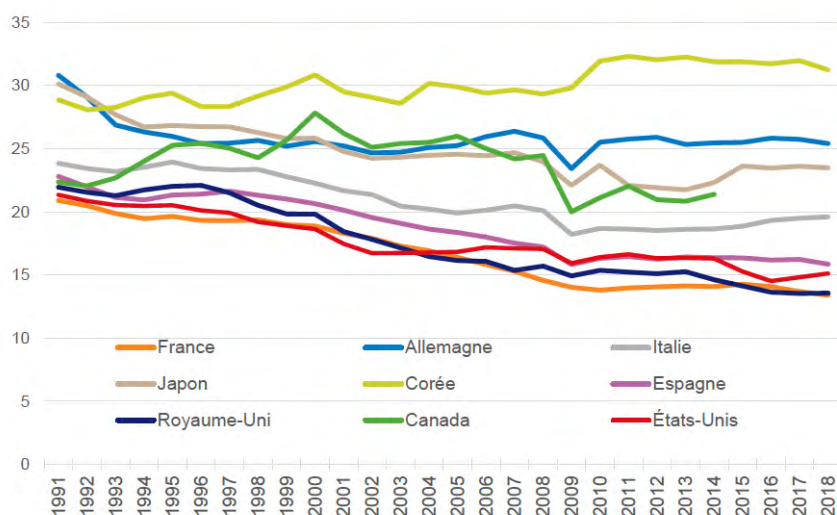
Un deuxième groupe sont les « empires contrariés », notamment parce qu'ils ont été vaincu à l'issue de la seconde guerre mondiale : Allemagne, Japon et dans une certaine mesure Italie. Ces pays ont aujourd'hui un profil assez semblable. On y trouve une production importante de machines-outils, d'équipements industriels, également l'automobile (non militaire) et une orientation sur la qualité : la qualité Allemande, l'excellence technologique nipponne et le « Made in Italy », qui combinent des marques très fortes, une expertise technique et de hauts taux de pénétration des marchés internationaux. Dans ces trois pays, on trouve un tissu très dense de PME, un *Mittelstand* important et des régions industrielles fortes en dehors des zones centrales, alors que les pays centralisés ont vu leurs régions industrielles décliner fortement. Il y a certes des grands groupes qui peuvent être des champions mondiaux, mais ils s'appuient sur ce tissu, à la différence de ce qu'on a vu en France ou en Grande Bretagne, où on a préféré des fournisseurs étrangers. Par conséquent, il n'y a pas eu de resserrement aussi marqué de la politique industrielle et de la recherche sur les industries proches d'un État central.

Le troisième groupe de pays, ce sont tous ceux qui sont trop petits, ou trop divisés, trop fédéraux... qui n'ont jamais eu cette velléité de projection vers l'extérieur, et qui n'ont jamais pensé l'industrie comme un moyen de puissance, ni politique ni économique. Et en Suisse cette vision est particulièrement dominante : l'industrie permet avant tout la prospérité de chaque région. Cette organisation n'est pas sans problème : chaque fois qu'on a tenté de développer des filières typiques des grands pays, cela a été un échec retentissant. Fonte de réacteur nucléaire, chars d'assaut inutilisables, centraux de télécommunication défectueux... On ne parvient pas à mettre sur pied ces projets, qui demandent une organisation centralisée, une affectation massive de moyens où et quand il le faut, et un soutien de l'opinion.

Les auteurs du rapport d'*Avenir Suisse*¹ n'ont pas tout-à-fait tort quand ils observent que l'absence de politique industrielle a joué un rôle positif. Pour eux, une telle politique aurait compromis les choix des entreprises qui savent très bien ce qu'il faut faire pour prospérer à long terme, tout en s'appuyant sur des compétences qui ont été en permanence développées à partir d'un marché très petit, mais riche, et qui très souvent préfigure l'évolution des marchés internationaux. On peut retrouver ces phénomènes dans le transfert du savoir-faire horloger dans les *Med-Techs* (technologies médicales, ndlr), de la chimie dans la pharma et les sciences de la vie, de la métallurgie aux équipements industriels.

GC – La partition proposée par mon collègue fait sens mais doit être précisée. Si les États-Unis se sont largement désindustrialisés, ils restent une puissance hégémonique. Le déficit des échanges entre ce pays et la Chine est très largement constitué d'« importations inverses », c'est-à-dire d'importations vers les États-Unis de produits fabriqués certes en Chine mais par des firmes de type *jointventure*, montées avec des capitaux étatsuniens. Il en va de même du déficit commercial entre les États-Unis et le Mexique. Rien de tel n'est vraiment observable pour la France et le Royaume-Uni. S'agissant du deuxième groupe

Graphique 2 - Part de la valeur ajoutée industrielle (prix courants) dans l'économie, 1991-2018



de pays, les empires contrariés, si l'Allemagne et le Japon en font partie, pourquoi ne pas inclure précisément la France et le Royaume-Uni, dans le sens où ces pays ont perdu en grande partie leur empire colonial ? Enfin, comment classer des pays comme la Chine ou certains pays asiatiques parfois qualifiés d'« émergents » ?

Trois leçons me paraissent devoir être tirées des trajectoires industrielles nationales. La première leçon est que les pays qui restent développés ou qui cherchent à se développer ont tous su préserver ou développer leur base productive, une base centrée sur l'industrie. En Europe, ceci est frappant pour l'Allemagne et l'Italie et c'est tout aussi vrai pour la Chine et certains pays asiatiques.

La deuxième leçon est que les pays qui ont préservé ou développé leur base industrielle disposent d'une véritable stratégie industrielle. En Europe, la représentation selon laquelle l'Allemagne n'aurait pas de stratégie industrielle, ni même une politique industrielle relève de l'ignorance. Ce pays a défini il y a fort longtemps une véritable stratégie de façon concertée, associant les industriels, les syndicats, les Länder et l'État fédéral lui-même, principalement via le ministère allemand de la recherche et celui de l'économie. L'État fédéral n'est pas avare de subventions aux entreprises et chaque année un rapport sur les subventions accordées aux entreprises est établi avec beaucoup de sérieux. On observera d'ailleurs que l'accord de gouvernement présenté par la coalition entre le SPD, les Verts et le parti libéral (FDP) place en son centre « la plus importante modernisation de l'industrie allemande depuis plus d'un siècle ». Il ne fait nul doute que cette modernisation aura comme axe la transition écologique. La preuve en est que le parti des Verts obtient, pour le diriger, la création d'un très grand ministère regroupant l'économie, l'énergie, le climat, l'environnement et l'agriculture. L'hybridation nécessaire entre développement économique et transition écologique est ainsi soutenue sur le plan institutionnel. Ce qui se traduit par un volontarisme très fort en matière énergétique puisque l'objectif fixé est de produire 80% de l'électricité allemande par les énergies renouvelables d'ici...2030, alors que celle-ci ne représente que 45% aujourd'hui.

La troisième leçon à tirer de l'analyse des trajectoires industrielles nationales est qu'il n'y a pas lieu de dissocier puissance politique et puissance économique. L'une est au service de l'autre. L'affaiblissement de l'une conduit à l'affaiblissement de l'autre.

Dans quelle mesure une success-story serait-elle liée au système de formation, à la recherche-développement et au mode fonctionnement des élites ?

OC – La reproduction des élites, ce que Thorstein Veblen appelait « le monde des affaires », est très différente selon les pays. On connaît l'importance des Grandes écoles en France dans la formation d'une élite à la fois d'Etat, de l'industrie et de la finance. Ces filières n'existent presque qu'à Paris et on sait

qu'elles constituent malheureusement de moins en moins des institutions de brassage social. Le monde des affaires est à Paris, la grande bourgeoisie existe d'abord à Paris et il y a une grande perméabilité entre les hautes fonctions de l'Etat et celles des entreprises. Ceci signifie aussi qu'on amène les intérêts de l'Etat dans les entreprises et vice versa, tout en contribuant au maintien de cette élite à la fois bourgeoise et étatique. En Suisse, la situation est très différente. A Bâle, le directeur de Novartis est à la tête d'une puissance économique immense mais il serait impensable qu'il passe aux affaires du Canton ou à celles de la Confédération. En France, on passe régulièrement de la direction d'entreprise ou de banques à des hautes fonctions étatiques. Les carrières se déroulent parallèlement dans les deux sphères. Ce n'est pas notre cas. Prenons l'exemple de Syngenta, le numéro deux mondial (après Monsanto) dans les semences transgéniques, dont le siège est à Bâle. Cette entreprise a été rachetée par ChemChina. C'est le plus gros rachat chinois à l'étranger. Lors de ce rachat, le Conseiller fédéral (le ministre) interrogé s'est contenté de dire : « Ah oui, c'est un bon deal », point final. En Suisse, dans le domaine de l'industrie internationale, on aura une réflexion sur le soutien à la formation et à la recherche, aux « conditions cadres », etc. mais il n'y aura jamais une réflexion du type « gardons nos fleurons sous pavillon national ».

En France, la réflexion s'oriente sur les secteurs d'avenir « où il faut devenir » acteur de premier plan. Mais ça ne réussit pas trop...

GC – C'est la vision « high tech » de l'industrie qui prédomine en France. Tout se passe comme si les élites françaises faisaient l'hypothèse qu'il existe une « fée technologie » et qu'il suffirait que celle-ci pose sa baguette sur une activité pour que celle-ci devienne une activité d'avenir. Les compétences des salariés ne sont que très rarement reconnues, le travail étant considéré comme un coût qu'il conviendrait absolument de réduire pour être compétitif. Dans le même esprit, la formation professionnelle est négligée. Le récent plan « France 2030 » n'évoque très marginalement la question de la formation professionnelle et celle de la montée en compétences des salariés.

Quid de la recherche comme rampe de lancement pour les start-ups ?

OC – Bien sûr, la recherche joue un rôle primordial. Mais nous avons très peu de recherche étatique – par exemple les organismes de recherche des ministères en France. En revanche, on accorde une grande importance à la recherche dite « appliquée », notamment dans les hautes écoles spécialisées. Et la Suisse est très bien placée dans les classements académiques internationaux. Ceci étant, on partage avec la France le culte des start-ups. Je pense qu'on peut dire que ce modèle ne fonctionne pas : les start-ups qui annoncent des innovations sont immédiatement rachetées par de grands groupes, qui s'empressent de les démanteler pour les dissoudre dans leur organisation. Les retombées au niveau régional sont très réduites. À l'origine, on pensait que les start-ups étaient le signe du renouvellement continu des systèmes territoriaux d'innovation les plus dynamiques : la start-up naît par essaimage et grandit sur place et renouvelle le système. Aujourd'hui, il n'y a rien de plus faux : la start-up est créée pour être vendue à un grand groupe.

Il faut donc réfléchir autrement. Personnellement, je pense qu'il faut chercher des solutions en dehors du périmètre de l'industrie au sens classique du terme. L'industrie doit abandonner sa vision productiviste pour mieux s'articuler avec le territoire, les marchés lointains mais aussi de proximité. Elle doit contribuer à une véritable économie de durabilité. Il ne sert plus à rien d'augmenter la productivité à l'export si cela contribue à dégrader le territoire, tant sur le plan de l'environnement qu'au niveau social ou de la qualité de vie.

GC – Je partage avec mon collègue Olivier Crévoisier le doute sur la contribution des start-ups et sur le fait que la France devrait devenir la « start-up nation ». Là encore, l'illusion technologique domine. Ceci étant, il convient de saluer et soutenir tous les petits entrepreneurs de l'industrie qui, aujourd'hui comme hier, se lancent dans l'aventure difficile et complexe de la création d'une entreprise. Je converge avec Olivier lorsqu'il estime – si j'ai bien saisi son propos – qu'il convient de soutenir une autre industrie que celle d'hier, une industrie ancrée dans les territoires et dont la compétitivité est ou sera écologique. Cette industrie peut naître dans des territoires nouveaux et elle peut aussi renaître dans des territoires d'ancienne industrialisation.

Il faudrait plutôt penser à développer une industrie qui « rend service »?

OC – Oui, une industrie plus étroitement articulée à des systèmes productivo-résidentiels, créant certes de la valeur pour l'exportation mais aussi en résonance avec les réalités de proximité, sur place. Je prends un exemple. À Neuchâtel, on a depuis cinquante ans un institut à la pointe de la recherche au niveau des panneaux photovoltaïques. Leurs panneaux sont les plus productifs en électricité, avec les meilleurs rendements. Mais il n'y a que quelques centaines d'emplois en Suisse, pas plus. Tous les emplois se sont développés en Chine et ce sont des entreprises allemandes, présentes à Neuchâtel, qui produisent les machines qui fabriquent en Chine les panneaux photovoltaïques. En Suisse, cette stratégie classique du cluster a conduit à développer une excellente recherche, mais cela ne s'est pas traduit par des créations d'emplois. L'économie est mondialisée et de nouveaux produits sont conçus en mobilisant d'emblée toutes les ressources existant à travers le monde. Il n'y a plus de processus progressif de délocalisation de solutions qui seraient, initialement, conçues et produites en un seul endroit.

Au cours des dernières années, la recherche s'est en partie orientée sur l'intégration de ces panneaux dans le paysage. En Europe, il y a de nombreux centres historiques et de régions rurales où le paysage est une ressource essentielle tant pour l'attractivité que pour les habitants. Ces entreprises développent des technologies pour rendre ces panneaux invisibles, fondus dans le décor. Pour moi, c'est cela la « smart » city : une région qui parvient à augmenter sa compétitivité tout en maintenant, et si possible en améliorant, la qualité de vie locale et l'attractivité. Ce qui me fait dire que c'est par l'intégration dans le territoire – avec ses besoins et ses disponibilités – que l'industrie peut retrouver une vigueur, créer de la valeur ajoutée tout en répondant à une utilité sociale et écologique. Cela permet également de substituer des importations. L'industrie devient alors une sorte de service technologique, mettant à disposition des solutions qui peuvent être également déclinées ailleurs.

GC – La question écologique est éminemment centrale dans les mutations industrielles en cours. Elle devrait servir d'axe à toutes les politiques et, en particulier, aux politiques industrielles. C'est que les Allemands semblent avoir parfaitement compris, comme je l'ai indiqué auparavant. Une approche technologisante pourrait avoir comme défaut de suggérer que ce qui serait essentiel serait la R&D, la conception et beaucoup moins sur le plan de la production qui pourrait être externalisée puis délocalisée. Cela a correspondu au tristement célèbre titre d'un ouvrage « La France sans usine » qui aura ruiné un des fleurons de l'industrie française, Alcatel. Si la R&D compte, si la conception est essentielle, le plus important est d'assurer la continuité de la relation R&D/conception/prototypes ou petites séries/production industrielle. Séparer ces différentes dimensions revient à affaiblir la chaîne de valeur.

Un autre point essentiel concerne les besoins du territoire évoqués par Olivier. L'approche du territoire en termes d'économie circulaire a de nombreux avantages, notamment écologiques. Mais au-delà du « zéro déchet », de l'utilisation de tous les produits fatals par un recyclage ou un réemploi systématique, appréhender le territoire comme un circuit conduit à raisonner en termes de flux : flux de production, flux de consommation, flux qui entrent dans le territoire (les « importations », d'où qu'elles viennent), flux qui en sortent (les « exportations »). Les territoires qui ont pu être analysés (l'agglomération toulousaine, par exemple) montrent que des actions peuvent être entreprises pour rapprocher la production locale de la consommation locale. Trop souvent, la consommation des territoires est satisfaite par des importations, là où une production locale correspondante est possible dès lors que les besoins sont identifiés par les producteurs et que ceux-ci sont mis en réseau dans cette perspective .

Comment éviter une polarisation des territoires avec d'un côté des friches industrielles, ou des déserts économiques avec une accumulation de problèmes sociaux et d'autre part des centres urbains qui polarisent une grande partie des activités et des emplois ?

OC – Il faudrait pour commencer par mettre en chantier une internationalisation plus contrôlée, à l'échelle européenne, afin d'éviter les dynamiques de dumping territorial. Le problème concerne en fait tous les secteurs. Le productivisme ruine les campagnes, qui voient les exploitations familiales disparaître, il fait de même en déstructurant les tissus de PME industrielles et aujourd'hui il s'attaque à la restauration, l'hôtellerie, le commerce de détail, etc.

Il faut peut-être aussi revenir sur la financiarisation, qui est une cause majeure du désencastrement économique, politique et social de l'industrie. Toutes les multinationales en bourses sont des firmes mondiales qui se sont rachetées les unes les autres au cours des trente dernières années. De fait, l'économie mondiale fonctionne sur une base oligopolistique sinon avec des monopoles de fait. Derrière ces firmes, on retrouve les chaînes de valeur, les circuits d'approvisionnement, le *global sourcing* avec sur chaque segment à

nouveaux des oligopoles. Tout cela n'arrange pas les choses... Ces enjeux pourront seulement être maîtrisés qu'au travers de changements institutionnels. Mais il faudra une certaine volonté politique... Après, il y a la question du modèle économique sous-jacent. Pour ma part, je considère que le progrès économique ne peut pas se faire par la baisse des salaires; ni par une action destructrice sur l'environnement. Tant qu'on part de l'idée que pour être compétitif, il faut baisser le coût du travail, on prendra la direction opposée de ce qu'il faudrait faire.

GC – J'exprime ici un accord complet avec Olivier Crévoisier. Il n'est pas possible de penser un autre modèle de développement, répondant aux besoins, protégeant la nature, valorisant le travail et les compétences humaines en même temps que démocratique en laissant prospérer une finance orientée sur le très court terme ne recherchant que les rendements financiers les plus élevés possibles. Il convient donc de définancieriser l'économie, de mettre la finance au service du développement durable, et cela autrement que par les mots.

La stratégie visant à réduire le « coût du travail » a eu un grand succès du côté des firmes comme des politiques gouvernementales. On le voit avec la montée des bas salaires. Mais n'a-t-elle pas freiné l'innovation technologique ?

OC – Si on part de l'idée que le niveau du salaire correspond à un niveau de bien être, de qualité de vie, et qu'il ne faut pas y toucher et que c'est à partir de ce niveau-là qu'il faut réfléchir aux produits qu'il faut développer, cela renverse la logique. C'est un peu le modèle scandinave mais ça peut se faire ailleurs. Entre 1974 et 1982, on a perdu 50 000 emplois dans l'industrie horlogère du Jura Suisse. Pour cette région, c'était une crise d'une violence égale à ce qu'on a pu connaître en Wallonie où en Lorraine à certains moments. Mais ces entreprises se sont relevées, en intégrant le design, le marketing et la communication dans la conception des produits. En Suisse, le secteur s'est relancé à l'inverse de la France ou de l'Allemagne... C'est étonnant, non ? La raison est très simple : on avait des PME qui étaient prisonnières du territoire et qui devaient absolument fabriquer des produits capables de rémunérer une main d'œuvre qualifiée. Ils étaient incapables de se délocaliser en Asie, tout comme il leur était très difficile d'automatiser la production (vu les petites séries). Ils ont donc cherché leur salut en réinventant le produit qui est devenu un produit de distinction sociale. Ailleurs, les entreprises avaient d'autres options, les grands groupes avaient la capacité organisationnelle et financière de délocaliser, de fusionner et de s'en sortir de cette manière... tout en détruisant le tissu industriel existant. C'est pourquoi je pense qu'il faut appréhender le territoire comme une matrice de développement dont les déterminants socio-économiques sont souvent bénéfiques sur le long terme.

Je suis persuadé que nous sommes entrés dans une ère postindustrielle, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a plus d'industrie. Je m'intéresse aux questions de territoire ; ce que j'analyse, ce sont les questions de mobilité, d'ancrage et

des spécialisations. La société que Marx ou Weber avaient sous les yeux étaient centrées sur le paradigme de la marchandise. La marchandise, c'est un objet que l'on peut transporter avec des moyens assez sommaires et dans lequel on va incorporer du travail, de l'énergie, de la connaissance. Et donc la valeur se déplace avec l'objet. Ceci a eu des conséquences colossales sur la manière avec laquelle ont été organisées les sociétés du 19^{ème} et du 20^{ème}. Le développement économique se concevait à partir de la circulation de marchandises dont la circulation va relier des centres de production et de consommation, ce qui va organiser la géographie des territoires. Les formes successives que prend la globalisation sont des paliers de mobilités : des biens, des services, des capitaux, des travailleurs et des connaissances, aujourd'hui, massivement, des consommateurs... Aujourd'hui, les régions dynamiques ne sont pas celles qui produisent des connaissances, mais celles qui parviennent à les mobiliser et les ancrer. Il en va de même pour les capitaux, pour les travailleurs qualifiés, pour les consommateurs.

Si on veut comprendre l'économie d'aujourd'hui en termes territoriaux, il faut davantage intégrer la mobilité des consommateurs, avec toutes les questions d'économie résidentielle, la croissance du tourisme, les flux de retraités, les étudiants qui sont également des consommateurs mobiles... On assiste tout d'abord à une dilution extraordinaire de ce lien entre emploi et habitat. L'aménagement du territoire, depuis le 19^{ème} siècle, était centré sur le lien entre des zones de production, industrielles, et des zones d'habitat pour établir un lien entre les deux via les transports publics ou privés. Aujourd'hui, cela ne fonctionne plus ainsi car il y a énormément de consommateurs qui ne sont plus liés à l'activité de travail, à l'emploi. En Suisse, 30% des retraites vieillesse sont versées à l'étranger. Ce qui devient dominant aujourd'hui, c'est la division spatiale de la consommation. En Suisse, les territoires qui se sont développés ces vingt dernières années, ce sont les bords des lacs ; ce ne sont pas les centres financiers, de recherche ou les bassins d'emploi. Il faut donc sortir d'une vision de l'organisation du territoire dominé par le travail. Même s'il reste important, le travail devient moins structurant. Le télétravail qui se développe vient encore renforcer cette indépendance de la localisation des travailleurs. L'attractivité, la capacité à organiser non seulement les espaces de production, mais de les rendre attractifs en tant qu'espaces de vie est devenu incontournable. Les services locaux, les circuits courts, tous ces éléments doivent être conciliés dans la construction des territoires. La compétitivité seule ne suffit plus.

GC – Il est loin d'être sûr que la dilution du lien entre emploi et habitat soit synonyme de progrès social, de développement industriel. En termes écologiques, acheter des produits qui ont été produits à l'autre bout de la planète dans des conditions qui, souvent, ne respectent ni la santé de celles et ceux qui les produisent, ni la santé de l'environnement, n'est plus acceptable aujourd'hui. La reterritorialisation des économies est à la fois un acte économique et social majeur mais aussi un acte de protection de la nature désormais incontournable.

L'organisation du territoire restera déterminée par le travail. Les terri-

toires ont une histoire qui, souvent, se lit à travers celle de leurs activités productives, des savoir-faire des femmes et des hommes qui y ont vécu. Un enjeu souvent négligé est celui de la préservation et de l'évolution de ces savoir-faire. Le numérique crée l'illusion d'un monde immatériel et « off-shore ». La réalité du numérique est tout autre : une consommation énergétique très importante, des travailleurs du numérique invisibles mais surexploités. Le numérique est ce que l'on en fera : le pire dans la perspective d'une mise en concurrence généralisée, d'une société « uberisée » ou un moyen permettent des rencontres ou des solidarités productives, y compris à l'échelle des territoires.

Le vécu de la pandémie et du confinement seraient à l'origine d'un nouvel « exode urbain », facilité par le télétravail. Cela va-t-il bouleverser les territoires ou pas ?

OC – Sans doute, mais pas mécaniquement. Les gens vont orienter leur choix de résidence vers des villes plus petites et des campagnes qui sont équipées et accessibles. Les stations touristiques ont une organisation de base et des compétences qui leur donnent des avantages : services à la personne, cadre de vie aménagé, activités culturelles... D'autres tensions apparaissent avec le déclin des grandes surfaces et des centres commerciaux et le développement du commerce en ligne. Comment maintenir l'animation des centres-villes et recréer de l'urbanité ?

GC – Je ne suis pas convaincu que le commerce en ligne se substitue aussi totalement qu'on le pense au commerce « classique ». L'acte d'achat est aussi une relation humaine, surtout si celui qui vend est fier des produits qu'il vend parce que ceux-ci sont beaux, de bonne qualité et correspondent aux besoins de celui qui les acquiert. L'acte de vente gagne en intensité si celui qui vend est aussi celui qui produit. Ce qui constitue l'avantage essentiel de l'artisanat. Rappelons que l'industrie est synonyme d'habiletés, de compétences. L'avenir de l'industrie passe par la reconnaissance des compétences de ceux qui travaillent et par la transition écologique. Ces deux dimensions peuvent trouver leur plein aboutissement dans les territoires...
